

Notes sur la situation mondiale, juin 2020.

1- Caractères de la crise du printemps 2020.

L'humanité et le mode de production capitaliste viennent de connaître une crise globale (qui, en tant que telle, n'est pas terminée : on analyse donc ici le moment de cette crise qui vient de se produire), d'une rapidité sans précédent : pandémie, effondrement boursier suivi d'un rebond partiel, confinement de la population, de l'Inde à la plupart des États européens.

Dans la recherche de références comparatives, les commentateurs sont conduits à parler de la crise de 1929, voire des guerres mondiales, bien que ces rapprochements ne permettent pas de discerner les spécificités du moment présent. Si nous voulons situer objectivement ce moment dans la dynamique de la lutte des classes à l'échelle internationale, nous ne saurions le prendre pour point de départ : le basculement de la situation mondiale vers une accélération et une globalisation des crises a **précédé** la crise dite du Covid 19, avec l'intensification et l'extension de crises révolutionnaires, combinant effondrement des États, impasses politiques, et intervention active des exploités et des opprimés, dans pas moins d'une trentaine de pays, de l'Amérique du Sud et centrale au Proche et Moyen Orient, sans oublier la crise dite des « gilets jaunes » en France et le « Hirak » algérien.

C'est bien un tournant, au sens d'une accélération, qui se produit fin 2019. Il intègre, de manière cumulative, les éléments des phases précédentes : dislocation du bloc « soviétique » (1989-1991), crise « asiatique » (1997-98), explosion impérialiste états-unienne (2001-2003), échec de cette explosion et crise financière-économique globale (2007-2008), « révolutions arabes » (depuis 2011), Mäïdan ukrainien (2013-2014), crises au sommet avec le Brexit (2016), Trump (2017), Bolsonaro (2018), le tout sous la pression croissante de la crise climatique. Mais il ne fait pas que « récapituler » tous ces moments, il comporte une dimension mondiale et rapide de généralisation, de connexion, des explosions et soulèvements sociaux, qui par elle-même modifie rythmes et modalités de la lutte des classes : il y a bien tournant global fin 2019.

Ce tournant a donc bien précédé la crise dite du Covid 19. Celle-ci a pu sembler l'effacer, le subsumer, en embrayant sur lui, avec, sur un autre plan et plus encore, les mêmes traits de rapidité mondialisée aux effets sidérants. Nous pouvons dire maintenant que cette crise non terminée se situe pleinement dans le cadre de ce tournant qui l'a précédée.

En tant que pandémie, ce sont la rapidité sans précédent de la contagion et l'imprévisibilité de la maladie, deux traits compensant, si l'on peut dire, la létalité relativement faible de ce virus comparée à d'autres pandémies, qui ont caractérisé la situation. Le débat récurrent quant à savoir si cette affaire est « exogène » au capital, l'innocentant en quelque sorte, ou « endogène », le virus étant censé partie prenante de la décomposition de ce mode de production, est trompeur, car s'il est assurément illusoire de prendre le virus pour un ovni sans rapport avec l'état de nos sociétés (comme tout facteur relevant de la biosphère, il procède de la crise de celle-ci déclenchée par le mode de

production capitaliste, et, plus précisément, il a à voir avec la destruction des écosystèmes et l'industrie agro-alimentaire, et sa vitesse, comme ses voies, de propagation, sont de manière frappante celles du capital « mondialisé »), il faut toutefois saisir aussi la forte spécificité d'une crise économique et sociale déclenchée par le clapet des confinements et de la chute, certes momentanée, mais instantanée et brutale, de la demande des marchandises autres que celles de première nécessité.

Ce processus, qui s'amorce en Chine et en Asie orientale en janvier-février 2020 puis finit de se mondialiser d'un coup par l'Europe et les États-Unis en mars, a fait parvenir à maturité plusieurs éléments latents déjà présents et amplement signalés : ainsi, la chute des bourses et la crevaisson d'une partie des bulles financières étaient prophétisées, à peu de frais, les années précédentes, et « le virus » les a provoquées. Ceci peut donner l'impression que la pandémie n'aurait fait qu'accoucher de quelque chose qui devait avoir lieu de toute façon et que ce coronavirus ne serait pas le responsable, mais juste le déclencheur, de la crise (voir par exemple Éric Toussaint, *Non, le coronavirus n'est pas responsable de la chute des cours boursiers*, sur le site du CADTM). Mais réduire l'analyse à cela nous ferait passer à côté des caractères propres les plus fondamentaux de cette crise-là. Réciproquement, ces caractères fondamentaux ne sauraient à leur tour être réduits à de purs « effets du virus » : il s'agit bien d'éléments de crise propres au mode de production capitaliste, portant celle-ci à un niveau qualitativement nouveau.

Quels sont-ils ? C'est la circulation du capital, et par conséquent sa reproduction, qui a connu un spectaculaire hoquet. Le confinement de provinces chinoises, celle de Wuhan (le Hubei) et de plusieurs autres, déclenche le processus en janvier : les chaînes de production mondialisées à l'échelle de l'Asie orientale, dans les industries automobile et électronique, sont coupées, et les productions s'arrêtent. Ce type de spasme se généralise sur toute la planète en mars, avec, notamment, une quasi interruption des trafics aériens, d'une grande partie des trafics maritimes et des activités des ports et des chantiers navals, et, dimension non négligeable, un effondrement du tourisme international. Le « zéro stock », ce grigri commercial, publicitaire et idéologique du « capitalisme mondialisé » (c'est-à-dire en réalité la circulation permanente des stocks, dans les conteneurs des poids-lourds et des bateaux, avec ses effets catastrophiques sur la biosphère), d'atout n°1, devient le talon d'Achille des entreprises.

Point particulièrement important, les « déconfinements » et les reprises d'activité sont à leur tour heurtés et désynchronisés, et donc la « sortie de crise » dans laquelle nous sommes censés nous trouver à présent, reproduit les traits fondamentaux de la crise elle-même. Autrement dit, il n'y a pas sortie de crise, mais passage à la phase suivante de celle-ci.

Ces traits fondamentaux doivent être nettement définis et caractérisés : il s'agit d'une dislocation des échanges internationaux, du marché mondial, de la division internationale du travail – pas forcément définitive, nous verrons bien, mais de toute façon le fait en lui-même est d'une immense portée et interdit de considérer son « après » comme reproduisant son « avant ». De ce point de vue, la comparaison avec les suites de 1929 et les guerres mondiales est assez pertinente, car les crises qui s'étaient produites depuis 1945 n'avaient pas provoqué de dislocation du marché mondial, mais à l'inverse elles avaient soi-disant été résolues par la fuite en avant dans l'ouverture croissante des échanges internationaux, appelée « mondialisation ».

La dislocation du marché mondial suite à la crise de 29, avec le reflux des capitaux US hors d'Allemagne et les processus qui s'en sont suivis, fragmentant le monde en plusieurs blocs géoéconomiques qui vont s'affronter dans la seconde guerre mondiale, a été un processus étalé sur plusieurs années. La dislocation du marché mondial par la crise de 2020 a été, elle, quasi instantanée, à condition de préciser que là aussi, les prémisses en étaient présentes et les fondations tremblaient par avance (« guerre commerciale » Chine/ États-Unis, orientation unilatérale de Trump, Brexit, et, depuis plus longtemps, piétinement des négociations commerciales internationales et de l'OMC).

Ainsi donc, le processus de fragmentation de la « mondialisation » s'est effectué lui-même d'une manière « mondialisée », accélérée. Cette combinaison dialectique entre la dislocation et l'unité, qui se combinent bien plutôt qu'elles ne se succèdent, indique au passage que les discours caractérisant le moment présent comme celui de la « démondialisation » portent à faux : nous ne sommes pas en train de passer de la « mondialisation » à la « démondialisation », ou des « délocalisations » aux « relocalisations », nous sommes en train de passer à un nouveau stade de la crise globale du mode de production, celui de la mondialisation des cassures et de la fragmentation elles-mêmes.

De même que les monopoles n'abolissent pas la concurrence mais la portent à un niveau supérieur, de même les éventuelles poussées protectionnistes se développent elles-mêmes selon des trajectoires mondialisées, et avec la vitesse correspondante. Aucun retour à un « avant » fantasmé comme « les jours heureux », mais pas non plus simple backlash revenant à la case départ néolibérale en pire (tel qu'envisagé, par exemple, par Michel Husson dans son article *Le capitalisme sur le fil du rasoir*), mais passage à un stade qualitativement supérieur de la crise de l'humanité, voilà le processus réel.

Ainsi, les vellétés de passage à l'économie administrée ou « économie de guerre », de la part de nombreux gouvernements, dont la France lors des premières annonces du président Macron sur le confinement, ne sauraient supplanter les politiques « néolibérales » antérieures ni, non plus, être remises au placard sans plus, une fois le « déconfinement » imposé : les unes et les autres vont se combiner, conférant aux politiques publiques une dimension anti-sociale, anti-ouvrière, anti-démocratique, encore plus aggravée.

Le protectionnisme multiplié par la mondialisation, et le néolibéralisme dopé à l'économie administrée, et bien entendu l'« économie verte » combinée à un réchauffement dramatique et mortifère courant vers les + 7 degrés, telles sont les synthèses – les synthèses barbares – du « monde d'après » capitaliste.

2 - La preuve par les États-Unis.

L'explosion sociale aux États-Unis en mai-juin 2020 est le fait central qui confirme que, tout en ayant un temps paru interrompre ou au moins occulter leur développement, la crise des confinements du printemps 2020 s'inscrit dans la suite directe des explosions révolutionnaires mondialisées de la fin de l'année 2019, par laquelle nous faisons commencer la nouvelle phase présente de la lutte des classes à l'échelle mondiale.

Il faudrait, certes, rentrer dans le détail des différentes situations nationales, nombreuses, pour les caractériser comme « révolutionnaires », « pré-révolutionnaires » ou simplement « explosives », mais ce détail n'est pas le point essentiel par où il faut commencer l'analyse. En effet, deux faits le surplombent et le conditionnent.

L'un est le caractère mondial et comme « en chaîne » de ces développements, malgré et par-dessus, voire à cause, des différences nationales considérables (Iran comme Irak, Nicaragua comme Chili, et « anti-impérialistes » comme « néolibéraux »).

L'autre réside dans la combinaison spécifique à notre époque, que nous retrouvons dans toutes ces situations, faite de trois facteurs : effondrement ou début d'implosion/dislocation des États, impasse politique en termes de débouchés immédiats et de représentation politique des exploités et opprimés, et intervention active de ces mêmes exploités et opprimés comme facteur clef n°1.

Le second facteur, l'impasse politique, semble aller à l'encontre de la définition d'une « bonne » situation révolutionnaire, puisqu'il signifie absence non seulement de partis révolutionnaires au sens du XX^e siècle, mais même de débouchés politiques temporaires de type « réformiste ». Mais justement : nous en sommes au stade où l'impasse constatée, connue, voire blaguée, devient un facteur non d'inaction, mais d'action pour les plus larges masses, action qui constitue la voie par laquelle elles cherchent à reconstruire une issue, en remettant en cause institutions de l'État et système économique, en exprimant de formidables, et oh combien légitimes, aspirations démocratiques.

Aux États-Unis, le retrait de la candidature Sanders à l'investiture démocrate a précisément coïncidé avec l'irruption de la pandémie, des confinements au niveau des villes, comtés, États, et de grèves sauvages pour les imposer. La « perspective Sanders » avaient été saisie par de larges couches sociales, notamment dans la jeunesse : elle se refermait. Toutes choses égales par ailleurs, Trump allait battre le lamentable Biden.

Dans les jours qui ont suivi, les licenciements sont tombés, par millions, puis par dizaines de millions. 36,5 millions de demandes d'allocations chômage en deux mois et demi. Ce choc là est sans précédent aux États-Unis, même par rapport à la « crise de 29 ».

Trump s'est posé en matamore pour qui le virus était soit une légende, soit un complot chinois et/ou gauchiste, et l'image médiatique dominante a alors été celle des bandes d'abrutis et de nervis manifestant, en armes, contre le lock-down.

Mais sitôt que les confinements ont reculé (à tort, du point de vue sanitaire), la braise accumulée a pris feu à la vue de l'assassinat de Georges Floyd. Une vague d'émeutes balaye tout le pays, et pas que les grandes villes. Ce sont des émeutes et des manifestations multiraciales, dont la jeunesse noire est le fer de lance, qui regroupe avec elle les exploités, les opprimés, les révoltés. 54% des Américains auraient, selon les sondages, approuvé la destruction par incendie du commissariat central de Minneapolis ! La revendication démocratique radicale de suppression de la police (force armée de l'État capitaliste et véhicule de la reproduction, par la violence, des rapports sociaux racistes), est majoritaire parmi les manifestants et dans la jeunesse.

Comment dire mieux qu'aux États-Unis, selon une vieille formule, « les masses sont cent fois plus à gauche » que les organisations existantes ? Alors que l'union locale AFL-CIO

de Seattle exclut de ses rangs les organisations policières, et que marins et dockers de la côte ouest ont fait grève en solidarité avec les noirs et la jeunesse le 19 juin, Richard Trumka, dirigeant de l'AFL-CIO, qui auparavant veillait à ce que les syndicats ne soutiennent pas Sanders mais Biden, a réaffirmé que la police a sa place dans cette organisation. C'est là plus qu'une question syndicale : c'est la question politique posée au prolétariat, de son indépendance envers et contre l'État.

Trump sort passablement affaibli de cette « séquence » dans laquelle il a appelé l'armée, en vain, et les gardes nationales, la plupart du temps en vain, ainsi que les milices fascistes et racistes, à intervenir. Les bandes armées fascistes et racistes n'osent pas intervenir en masse : la dynamique sociale est contre elles, mais elles interviennent par derrière, en provoquant et en assassinant. Tels sont les États-Unis au moment présent.

Dans cette situation, la réélection de Trump apparaît compromise, et la possibilité pour lui de truquer le vote ou d'appeler à une « insurrection citoyenne » pour rester à la Maison blanche, un scénario largement envisagé et craint outre-Atlantique, semble atteinte elle aussi car il a grillé ses cartouches dans l'affrontement présent, par exemple lorsqu'il a appelé ses partisans à venir le soutenir en masse autour de la Maison blanche, ce qui ne s'est pas produit.

Dans ces conditions, il est problématique, mais illustratif du décalage entre mouvement réel et état des couches militantes organisées, que le débat immédiat dans celles-ci soit toujours dominé par le vote présidentiel, les DSA ayant refusé, après le retrait de Sanders, d'appeler à voter Biden, mais des pressions s'exerçant pour de tels appels, notamment dans les *swing states* (telle est par exemple la position de Baskar Shunkara, rédacteur en chef de *Jacobin*). Il est en effet parfaitement possible que le vote Biden soit saisi, après ce qui vient de se passer, pour dégager Trump et ensuite affronter Biden, par des couches fort larges. Mais ceci ne justifie aucun soutien politique à Biden le présentant comme « moindre mal » effectif.

Il est beaucoup plus important d'unir aussi bien celles et ceux qui ne voteront pas que celles et ceux qui agiront ainsi, dans la lutte immédiate contre les licenciements et pour une aide sociale massive aux chômeurs, pour un *medicare* généralisé tout de suite contre l'épidémie qui s'aggrave, pour le blocage des loyers, la dissolution de la police, l'exercice du pouvoir par des assemblées de citoyens et de travailleurs, en avançant, bien entendu, la nécessité de chasser Trump.

Cette explosion, que nous ne chercherons pas à catégoriser tout de suite dans la rubrique « révolutionnaire » ou « pré-révolutionnaire », a un contenu révolutionnaire identique à son contenu démocratique et antiraciste. Il ne faut pas plaquer un « anticapitalisme » extérieur, ce contenu politique est, par le fait, anticapitaliste. Elle concentre soudain, aux États-Unis, première puissance mondiale, l'écho de la vague mondiale de fin 2019. La crise pandémique et la fragmentation du marché mondial n'ont pas, en tout cas à ce stade, altéré, mais bien au contraire elles ont démultiplié, l'unité mondiale de la lutte des classes.

C'est d'ailleurs pourquoi l'un des « échos » à anticiper les plus vraisemblables, de la crise sociale aux États-Unis concerne le Brésil, ces États-Unis lusophones d'Amérique du Sud, où Bolsonaro, comme Trump, agit en multiplicateur de la contagion, relançant la dynamique mondiale de l'épidémie. La bêtise de Bolsonaro et de Trump est un facteur

politique important, faisant d'eux les symboles vivants de la décadence sociale et morale du capitalisme. Et ce facteur est aujourd'hui meurtrier, viral au sens propre.

Les establishment politiques capitalistes nationaux n'aiment pas Trump, mais ont toujours eu encore plus peur de se débarrasser de lui que de le garder. Aux États-Unis, ils ont été incapables de le condamner alors qu'ils en avaient les éléments judiciaires, et ils n'ont été capables que de renormaliser le Parti démocrate. Seul un mouvement social violent et massif a affaibli Trump, l'a peut-être cassé. La défense de la démocratie, y compris les valeurs démocratiques liées à la tradition constitutionnaliste nord-américaine, ne peut se faire que par ces moyens-là. C'est par la révolution que les acquis démocratiques vivront, et que l'humanité survivra. Immense leçon.

A l'aune de ces enjeux, les débats entre « universalisme » et « différentialisme », ce dernier dominant de manière traditionnelle dans l'intelligentsia de gauche nord-américaine à présent dépassée par les événements, et faisant rage dans les médias français d'une manière voulue par Macron qui se plaît à utiliser certains courants racialisés en réalité minoritaires, sont secondaires ou constituent des diversions et des contre-feux.

Se révolter contre l'oppression dont on est victime ou dont d'autres sont victimes est toujours légitime, c'est cela qui compte, c'est cela que fait la jeunesse des États-Unis, et aussi celle de France où il est significatif que les manifestations de masse du « déconfinement » aient éclaté sur les thèmes du racisme et de la violence policière, se heurtant au caractère antidémocratique, non de « la République » en général, mais de la Cinquième et macronienne « république ».

C'est cela qui compte et qu'il faut mettre en avant. Les libres débats sur la place des cultures et des identités, qui rappellent ceux (irrésolus historiquement) sur l'autonomie nationale culturelle dans certains partis socialistes du début du XX^e siècle, nous les mèneront dans la sérénité de nos luttes et de nos victoires démocratiques prochaines, sachant que toute conquête démocratique pour telle ou telle couche opprimée est par là même une conquête pour toute l'humanité.

Ainsi donc, la séquence globale dominée par la « crise des confinements » au printemps 2020 a rapidement débouché sur une explosion sociale historique aux États-Unis. A son tour, par la similarité des situations (Brésil) ou par un effet de contagion dans la jeunesse précarisée qui évoque – en plus rapide là encore! - l'année 1968, cette explosion sera, sous des modalités non totalement prévisibles, un facteur d'accentuation de la lutte des classes dans tous les pays.

Il ne faut pas, pour autant, céder au triomphalisme subjectif et clamer que la marée va rapidement tout renverser sur son passage. Il y a des pays et des secteurs où le confinement a réellement eu un effet d'étouffoir.

Ainsi, il semble qu'à cette étape il semble qu'en Algérie, le Hirak prend des coups, ceux de la répression et sans doute aussi d'un long piétinement au pied du mur, devant le besoin d'organiser directement contre l'État et par en bas l'élection d'une constituante (poser cet objectif et revendiquer en général une constituante n'étant pas exactement la même chose : cf. la conclusion de notre brochure *Algérie: les enjeux de la révolution*).

Au Soudan, il semble que « par-dessous » la coalition formée par l'Association des Professionnels Soudanais (structure para-syndicale ayant représenté l'insurrection populaire de 2019) avec les partis existants, les organisations de femmes et les comités de résistance formés dans les quartiers et fédérés entre eux, ont maintenu et consolidé une situation tendant à la dualité de pouvoirs.

D'autre part et surtout, l'absence de représentation politique démocratique, organisée, et centralisée pour lutter pour le pouvoir, demeure la question clef. Il importe à la fois de comprendre que sa résolution ne se fera pas par la croissance mécanique de toute « vieille » organisation ou coalition de vieilles organisations, mais à partir du mouvement réel tel qu'il s'affirme ici et maintenant quand la jeunesse et les prolétaires américains prennent d'assaut des hôtels de police, et qu'elle a besoin pour se réaliser de rediscuter l'héritage historique et programmatique des combats passés.

3 - Géopolitique: considérations de méthode.

C'est une fois posés les éléments d'analyse précédents : nouvelle période inaugurée non par la crise du Covid, mais par les soulèvements de l'année 2019, suivie d'une dislocation de la division internationale du travail débouchant non moins rapidement sur une explosion sociale historique dans la principale puissance impérialiste, que l'on peut appréhender aussi les éléments de « géopolitique », c'est-à-dire de rivalités entre États et entre puissances. La géopolitique repose sur la lutte des classes et pas l'inverse, et la lutte des classes concerne tous les États sans exception.

Dans la lutte pour constituer une représentation politique démocratique et révolutionnaire des exploités et opprimés, le combat contre la primauté de la géopolitique est central (et, en outre, indispensable pour comprendre quelque chose à la géopolitique, domaine par excellence des charlatans écrivant avec aplomb). Cette primauté constitue le « campisme » qui accorde un signe + à tels ou tels États contre tels autres, presque toujours au point de condamner la lutte des exploités et des opprimés dans les « bons » États, que ce soit au nom du « moindre mal » ou de fantasmes sur le caractère « socialiste » ou « libéré » de tel ou tel régime.

Une forme extrême – je la choisis ici délibérément pour susciter le débat en montrant la force du syndrome campiste qui atteint sans difficultés des courants politiques s'imaginant immunisés, et d'autant plus facilement qu'ils se l'imaginent ! – est l'engouement « libertaire » pour « le Rojava », pris pour une « commune libre » alors qu'il ne s'agit, ni plus ni moins, que d'un morceau passé à l'autonomie de l'appareil d'État capitaliste syrien, chambres de torture comprises.

Est-ce à dire qu'il ne faut pas défendre les aspirations nationales-démocratiques kurdes, et, dans certains cas, qu'il ne fallait pas soutenir les FDS (forces armées du Rojava) dans des affrontements avec Daesh ? Non : rejeter tout campisme n'est pas du tout la même chose que nier toute portée révolutionnaire aux questions nationales, et ne revient pas non plus à mettre tout le monde sur le même plan.

D'ailleurs, dans le cas du soutien « libertaire » au « Rojava », l'incapacité à ne pas plonger dans le pur campisme, conduisant à soutenir la répression sanglante et les bombardements contre les foyers d'action autonome des masses réellement les plus

avancés en Syrie que sont les zones sunnites insurgées, a été largement facilité par le déni ou l'indifférence envers les questions nationales. En effet, les « libertaires » qui se sont emballés pour « le Rojava » l'ont fait en prenant pour argent comptant la référence d'Ocalan et du PKK-PYD au « confédéralisme démocratique », s'imaginant qu'on aurait là une réédition des communes d'Aragon en 1937 (ou d'une « commune libre » tout aussi mythique censée avoir existé à Cronstadt !), tout en ne saisissant absolument pas que cette histoire de « confédéralisme démocratique » permet de ne pas mettre en avant le combat démocratique pour l'unité nationale kurde qui remet en cause tous les États et frontières de la région, et donc de pactiser ou d'essayer de pactiser avec tous, ainsi qu'avec leurs éventuels sponsors plus puissants.

La leçon de choses récente du « Rojava libertaire » nous met donc en garde à la fois contre le campisme en général, et contre les positions se voulant « contre tous les nationalismes » ou se situant sur un plan pacifiste ou anarchiste abstrait, car elle montre bien comment les positions « puristes » de la seconde catégorie n'immunisent absolument pas contre les éruptions de fantasmes campistes, bien au contraire. Dans ce remarquable cas d'école, les « libertaire s » fascinés par le « Rojava », se sont précipités dans le campisme avec toutes ses conséquences (soutien à la répression, aux alliances « occidentales » ou autres, à la propriété privée !) plus allégrement qu'autrefois, la vérole sur le bas clergé : c'est pourquoi, il mérite d'être étudié.

C'est à l'échelle mondiale que la question du rejet du campisme, et donc de toute primauté analytique de la géopolitique, est aujourd'hui fondamentale, comme en 1914, précisément parce que les antagonismes inter-impérialistes s'aggravent. Il ne peut en aller autrement dans une telle situation de crise, le partage des pertes étant une affaire autrement plus douloureuse que la répartition des profits entre branches et capitaux.

Par puissance impérialiste, entendons une puissance capitaliste qui ne peut se passer de l'exportation des capitaux pour exister et poursuivre l'accumulation capitaliste. Ce que tout État capitaliste est tendanciellement, mais tous n'y parviennent pas et ne le sont pas de la même manière. « L'impérialisme » ce ne sont pas les États-Unis : ceux-ci sont simplement la principale puissance impérialiste de par, en dernière analyse, l'historique de ses exportations de capitaux et investissements directs à l'étranger.

Assimiler « impérialisme » et « États-Unis », et aussi « capitalisme », relève du fétichisme, incapacité à saisir les rapports sociaux réels et besoin compulsif de les incarner dans un ennemi matériel et fantasmatique nationalement situé. Ce besoin associe souvent, d'ailleurs, « États-Unis » et « Israël », l'antisémitisme étant la forme la plus poussée et, dans sa forme, la plus « logique », du fétichisme qui substitue au capital, rapport social, une incarnation malfaisante fantasmée. Si j'ai écrit, ci-dessus, que les débats entre « universalisme » et « différentialisme » doivent être, non pas certes niés, mais situés comme secondaires à l'aune des revendications démocratiques massivement majoritaires, il n'en va pas de même du combat contre l'antisémitisme (ou contre le déni de son existence, lequel en est souvent, parfois inconsciemment, la couverture), historiquement liée non seulement à un certain anticapitalisme tronqué, mais au campisme, héritage stalinien.

Le campisme est le principal héritage stalinien, la forme essentielle du stalinisme continué, ce mort qui tente de saisir le vif des soulèvements démocratiques et révolutionnaires du XX^e siècle, non pas tant comme simple héritage politico-culturel chez des secteurs

militants qui peuvent, par ailleurs, comporter de sympathiques et vigoureux lutteurs de classe (ainsi de syndicalistes CGT français ou d'organiseurs prolétariens indiens ou bangladais), mais surtout comme position « géopolitique » de soutien systématique aux régimes chinois et russe, qui sont les deux impérialismes contemporains reconstitués comme aboutissement final, justement, de toute l'histoire du stalinisme et du mao-stalinisme.

Une analyse exacte en elle-même, et utile à la lutte sociale, des contradictions inter-impérialistes dans la situation de crise du mode de production capitaliste et de mondialisation intensive de la lutte des classes d'aujourd'hui, doit donc à la fois s'opposer, par avance comme tout de suite, à toute union sacrée dans tel ou tel camp impérialiste, et prendre en compte la réalité différenciée des questions nationales et des situations concrètes. Elle doit donc se garder, symétriquement, du campisme et de l'antinationalisme abstrait dont l'exemple du « Rojava libertaire » a montré qu'il n'est en rien l'antidote au campisme et peut, comme l'ont fait bien des partisans « intransigeants » de la révolution ou rien, en 1914, conduire instantanément à rallier son contraire apparent.

4 – Géopolitique : éléments présents.

Ces précisions étant faites, nous pouvons énumérer les principaux développements « géopolitiques » contemporains, à cette date de fin juin 2020.

La contradiction inter-impérialiste principale au plan mondial est, plus encore qu'avant le tournant de fin 2019 et la crise du Covid, celle qui oppose États-Unis et Chine. Cela rend d'autant plus intéressant de souligner que le pouvoir chinois, Xi Jinping en tête, ne souhaite nullement la chute de Trump, bien au contraire (contrairement à ce que raconte Trump). Wang Jiwei, directeur de l'Institut des Affaires internationales à l'université Renmin de Beijing, déclare sans ambages qu'il est « *le moins mauvais des candidats pour la Chine* ». L'on peut bien entendu penser que, compte tenu du consensus des milieux dirigeants US sur le danger chinois, Beijing a tout autant intérêt à ce que ce soit Trump, erratique et discrédité, qui détienne le pouvoir exécutif à Washington.

Mais il y a plus : le Global Times, organe officieux du pouvoir chinois en langue anglaise, a expliqué que *Black lives matter* est un mouvement de même nature que les manifestations de Hong-Kong, soulignant ironiquement que Nancy Pelosi (présidente démocrate de la Chambre des représentants) avait qualifié de « magnifiques » les manifestations à Hong-Kong, et qu'elle récolte là ce qu'elle a semé. Le message est clair : Beijing dit que « nous » (les partisans de l'ordre mondial) devrions être solidaires contre nos trublions respectifs, Hong-Kong pour nous, BLM (sigle qui résume le combat de toute la jeunesse) chez vous. D'ailleurs, la lecture des mouvements anti-Trump comme autant de « révolutions oranges » télécommandées par de riches commanditaires, formule à suggestions antisémites (« Soros »), héritée de la propagande russe contre l'Ukraine ou la Géorgie, a largement été reprise tant par le régime chinois contre les hong-kongais, que par les trumpistes contre leurs opposants. De plus, John Bolton dans son livre récent contre Trump, le montre obséquieux avec Xi Jinping et le félicitant de la répression menée contre les Ouïghours ...

Pour parler comme le président Mao, force est donc de constater que le pouvoir chinois fait bien comprendre que ce n'est pas une « contradiction principale » qui l'oppose à Washington !

Si la Chine a pris des coups de la part des États-Unis tout au long de l'année 2019, elle a su mettre à profit le moment où elle s'est « déconfinée » tandis que la pandémie tombait sur les États-Unis et l'Europe. La réaffirmation de son rang mondial est allée de pair avec l'affirmation de ses revendications régionales, surtout en mer de Chine. Hong-Kong lui pose un problème structurel : la jeunesse de Hong-Kong et sans doute la majorité de la population, comme à Macao et à Taïwan, ne se reconnaît pas dans un État-nation qui serait la Chine de Xi Jinping, et hésite quant à son appartenance nationale. C'est là un échec historique pour le régime chinois, mais c'est la conséquence logique de son caractère anti-démocratique.

Au moment où sont écrites ces lignes, depuis le 15 juin, des heurts armés entre Chine et Inde sont survenus sur leur frontière du Ladakh, en haute altitude. Ici intervient la dynamique propre du régime présidentiel indien, où Narendra Modi est dans une course de vitesse contre la montée des grèves et de la résistance démocratique à la dérive « hindoue » qu'il orchestre. Le confinement a été clairement utilisé comme arme antisociale en Inde et une grève générale a été évitée mi-mai. Le chantage à la guerre, qui impliquerait aussi le Pakistan (allié de la Chine), avec risque nucléaire, semble être un nouveau moyen de gouvernement. D'autre part, l'Inde a bloqué les exportations de capitaux chinois, une mesure protectionniste et même « démondialisatrice » forte et symptomatique, qui profite aux exportations de capitaux US et japonais. Le Pakistan, par contre, est pris dans le processus des « nouvelles routes de la soie », que les courants locaux d'origine stalinienne (mao-stalinienne ou non) soutiennent comme éléments de développement « démocratique bourgeois » du pays, alors que bien entendu elles profitent ici aux classes dominantes issues de la propriété foncière ...

L'immense marché indien se soustrait aux exportations de capitaux chinois, tel est à cette étape le premier résultat, non négligeable, de cette crise. Au-delà, le risque de guerre est difficile à évaluer. Il existe : toutes ces puissances sont portées à « dérapage ». Les États-Unis, bien sûr, toujours première puissance mondiale mais à présent en déséquilibre et en discrédit total. L'Inde, comme il vient d'être indiqué. La Chine aussi : Xi Jinping a pris la mesure des risques sociaux énormes portés par le prolétariat chinois, et il tente de refonder le régime stalino-maoïste, en tant qu'État d'une puissance capitaliste mondiale de premier plan. Tout accroc est potentiellement très dangereux pour lui, surtout en situation d'interruption de la croissance, et peut appeler des réactions violentes. Ajoutons les deux Corées et le Japon à cette série d'équation. Aucun de ces pouvoirs n'a intérêt à une guerre, mais en 1914 aucun non plus ne la souhaitait comme telle ...

Cela dit, la crise du printemps 2020 n'a pas modifié les lignes de forces et les contradictions inter-impérialistes dessinées avant elle, entre États-Unis et Chine et, secondairement, Inde et Japon. Elle a confirmé, renforcé et aggravé les contradictions existantes, dans des proportions aussi fortes que le sont les chutes des PIB et les pertes et manques à gagner des uns et des autres. Il en va de même au niveau européen.

Les puissances européennes prises globalement sont en perte de puissance par rapport au monde, aux États-Unis et à la Chine. Les modalités du Brexit restent irrésolues et le Royaume-Uni s'achemine vers une aggravation de sa crise nationale et sociale.

Dans l'UE, la prédominance allemande est doublement réaffirmée.

D'une part, la manifestation véritablement souverainiste, au grand dam des souverainistes des autres pays, de la Cour constitutionnelle allemande de Karlsruhe, exigeant, depuis le 5 mai, que la BCE (Banque Centrale Européenne, basée à Francfort), lui prouve qu'elle respecte le principe de « proportionnalité » dans ses achats de titres financiers, place ostensiblement l'Allemagne, en tant qu'État, au-dessus de l'eurozone, en tant que zone monétaire. Cette affirmation brutale (pour les initiés) faisait suite à l'échec complet de l'UE et de l'eurozone à coordonner quoi que ce soit dans la lutte contre la pandémie, et à aider les plus en difficulté, comme l'Italie.

Mais d'autre part, Angela Merkel, qui prend la présidence tournante de l'UE dans quelques jours, s'est posée en marraine d'une conciliation possible sauvant la face des uns et des autres. Si elle ne rencontre pas de peau de banane posée par le capital allemand lui-même et sa classe politique, cette opération renforcera encore la position allemande en Europe en se combinant, comme « compromis », à l'affirmation souveraine de la Cour constitutionnelle.

Ces contradictions se déroulent dans le cadre d'une UE et d'une eurozone globalement affaiblies et dévaluées, ce qui relativise l'affirmation de puissance allemande puisqu'elle s'effectue dans ce cadre-là. Cette affirmation relative de puissance va donc avec de fort éléments de crise et de décomposition, financière et économique et à nouveau sociaux et politiques, en Allemagne.

Il y a, sans qu'on le dise trop fort, clairement un partenaire affaibli : l'impérialisme français. La chute du PIB français approcherait les 14%, la plus forte de l'eurozone de concert avec l'Italie et l'Espagne, eurozone qui, avec une moyenne à 11%, recule plus que tout autre ensemble continental au monde. Les causes de cette situation française sont, là encore, antérieures à la pandémie, mais celle-ci les réalise et aggrave par cela-même la situation. Par rapport à l'Allemagne et à ses « partenaires » nordiques et autrichien, la France a basculé du côté de la Méditerranée. C'est pour Macron, par rapport aux promesses qu'il avait faite au capital financier parisien, un échec fondamental, irréparable. De ce point de vue-là, celui du capital, il a déjà perdu son quinquennat.

Ce tableau montre au passage combien il est paresseux de persister à présenter la question de la souveraineté nationale française versus l'Union Européenne et l'Allemagne comme la question politique centrale en France. Nous retrouvons, sur ce point, grosso modo les mêmes antiennes dans le regroupement réactionnaire opéré par le « penseur » Michel Onfray ou dans les théories se voulant démocratiques d'un autre « penseur » à nouveau frustré d'un leadership d'influence, Denis Collin. La contradiction principale en France oppose le prolétariat à l'État capitaliste de la V^e République présidée par Macron : la lutte des classes est nationale dans son contenu, ce qui veut dire qu'elle affronte « son » État, et non pas qu'elle le défend contre de supposées structures « mondialistes ». Dire cela n'implique aucune tendresse pour l'UE, alliance d'États capitalistes utilisée par chacun d'eux contre « son » peuple.

L'impérialisme russe, pour terminer ce rapide tour d'horizon, fait partie de ceux qui, comme Trump et Bolsonaro, ont « mal géré » le Covid même si Poutine est parvenu à ce qu'on s'en rende moins compte au niveau mondial, mais suffisamment pour que la Chine craigne vivement un retour de l'épidémie par la Sibérie. Les éléments globaux de crise analysés dans l'ensemble de cet article ont vu, ici, s'en rajouter un autre : la guerre commerciale en contexte de chute des prix, parfois exponentielle, du pétrole. Face aux États-Unis, la Russie a dû dans ce domaine s'aligner sur l'Arabie saoudite après avoir refusé. Comme tous y perdent, le 6 juin dernier Trump, Poutine et Mohamed Ben Salmon ont décidé de prolonger les mesures prises de restriction à la production, mais la Russie est, proportionnellement, le pays qui perd le plus à ce jeu-là. En Syrie, son soutien à bout de bras à l'appareil d'État failli de Bachar el Assad devient hésitant, car l'armée de Bachar et son régime n'ont recouvré aucune légitimité, sont rongés par la corruption et les conflits au sommet, et sont toujours menacés par la résistance armée non seulement à Idlib, mais à Deraa. En Libye, la Turquie et la Russie s'affrontent indirectement (et parfois directement), et Haftar, malgré ses nombreux soutiens internationaux, est à la peine. Enfin, soulignons l'importance de cet évènement : les grèves de mineurs du Donbass, affrontant le pouvoir mafieux des « républiques populaires », tenues à bout de bras elles aussi par le pouvoir russe, et qui devrait permettre – à condition d'en parler ! – de briser le mythe campiste de prétendues républiques de mineurs affrontant des « nazis ukrainiens »!

Au total, l'impérialisme russe souffre de plus en plus de son surdimensionnement. Son assise productive, reposant sur les matières premières énergétiques et les ventes d'armes, et la précarité de sa stabilité politique interne, ne permettent absolument pas, dans la durée, de lui faire tenir le rôle mondial – au service de l'ordre capitaliste global – stratégique qui est le sien : peur sur l'Ukraine, le Caucase et les pays baltes, intervention massive en Syrie, et, de manière plus voilée, en Libye, diplomatie se voulant « stabilisatrice » au Proche et au Moyen Orient, présence mercenaire en Afrique, parrainage de l'extrême-droite européenne, infiltration de la camarilla macronienne (Benalla au service de Makhmudov !), et, *last but not least*, lien particulier, du type fil à la patte, avec Donald Trump ... Tout cela, même assorti de la collaboration d'une armée d'idiots utiles campistes, et d'une industrie du trollage des réseaux sociaux de premier rang mondial, peut sembler triomphant, mais tout cela coûte cher et ne correspond pas aux capacités réelles de la Russie. Au bout de ce rôle mondial réactionnaire de substitution, proportionnel à la crise de l'impérialisme américain, il y a la culbute. Et là, interviendra le peuple russe ...

D'où l'aspect de verrouillage conjuratoire des mesures actuelles de Poutine, soumettant à un référendum qui ne pourra, tout le monde le sait, qu'être truqué, une réforme de la constitution que l'on peut résumer ainsi : « Poutine chef à vie ». Dans ce sillage, les élections en Belarus se déroulent sous le signe de la répression et de la déconsidération du pouvoir.

Ce tableau n'est certes pas exhaustif. Mais l'analyse de l'ensemble des secteurs du monde dénoterait les mêmes risques. La dérive générale est amorcée. Ainsi, le plan de Trump et de Netanyahu d'annexion de la vallée du Jourdain, niant toute perspective d'État palestinien, n'a rien de stabilisateur, et conduit à des catastrophes. C'est le constat systématique que l'on peut faire : s'il n'est pas nouveau de voir que le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée l'orage, plus encore le capitalisme de notre premier XXI^e siècle non seulement porte la guerre, mais s'avère incapable de toute entreprise

diplomatie durablement stabilisatrice, engendrant de puissants crétiens tels que Trump et Bolsonaro qui sont en train de relancer énergiquement la pandémie. Les possibilités de stabilisation et de politique étrangère démocratique dépendent des mouvements de celles et de ceux d'en bas.

VP, le 27-06-2020.

* * *